

Le développement communautaire local et le tourisme communautaire : une analyse conceptuelle comparative

Sylvie PARENT*, Juan-Luis KLEIN**, Louis JOLIN***

Résumé : Selon les auteurs de l'article, le tourisme de masse ne contribue pas au développement local des communautés, mais plutôt les dévitalise. Cet article propose une recension des écrits concernant l'approche du tourisme communautaire et celle du développement local communautaire afin d'établir les liens entre elles et de montrer que le tourisme communautaire peut être une forme privilégiée de développement local. Il explique en quoi les convergences

entre ces deux approches peuvent servir de point de départ pour élaborer une conception du tourisme communautaire susceptible de contribuer à contrer les processus de dévitalisation et d'appauvrissement qui caractérisent certaines communautés hôtes.

Mots-clés : tourisme communautaire, développement communautaire local, initiative locale

* Doctorante en études urbaines, UQAM, Montréal, parent.sylvie@uqam.ca

** Professeur titulaire, UQAM Département de Géographie, Montréal, directeur du CRISES, klein.juan-luis@uqam.ca

*** Professeur titulaire, UQAM Département d'études urbaines et touristiques, Montréal, jolin.louis@uqam.ca

*The local community development and the community-based tourism :
a comparative conceptual analysis*

Abstract: According to the authors of this paper, mass tourism does not generate the development of local communities but rather their devitalization. This paper presents a cross-literature survey on community-based tourism and local community development. It proposes some links between these two approaches and asserts that community-based tourism can be a strategy to trigger local community development. It address the

conditions under which the convergence of these two approaches may allow the launching of development initiatives liable to counter the devitalization and impoverishment process which characterizes certain mass tourism oriented places.

Keywords: community-based tourism, community local development, local initiative

Introduction

Le tourisme international, depuis plus d'un demi-siècle, est une activité florissante et son essor est loin de s'amenuiser étant un « des leviers les plus puissants de la mondialisation » (Lanfant, 2004 cité par Duferme, 2006, p. 9). « L'ouverture des frontières, la libre circulation des capitaux, la dérégulation aérienne et l'attractivité des destinations de plus en plus lointaines, expliquent cette évolution » (Hoerner, 2008, p. 6). L'Organisation mondiale du tourisme prévoit en 2020 plus du double des déplacements touristiques soit 1,56 milliard en comparaison avec 636,6 millions en 1998 (OMT, 2006). C'est donc dire « que 7% de la population pratiquera le tourisme, [...] sans compter l'immense flux des migrations touristiques internes » (Cazes, 2006, p. 89). « L'ampleur du phénomène s'associe, en outre, aux stratégies de beaucoup de pays émergents qui considèrent, malgré tout, l'activité touristique comme une base forte de leur développement » (Hoerner, 2008, p. 5).

Toutefois, ces avancées impressionnantes, parfois ralenties par des crises économiques, financières et sociales ponctuelles, n'ont pas réussi à faire disparaître les inégalités sociales et la pauvreté dans les pays et régions qui sont l'objet des investissements touristiques traditionnels (Stöhr, 2003 ; Duferme, 2006 ; Hoerner, 2008). Parce qu'une bonne part des bénéfices du tourisme de masse, « contrôlée par environs 13 États du Nord » (Hoerner, 2008, p.127) retourne dans les pays

émetteurs (Vellas, 2003; Condès, 2004; Duferme, 2006) ou est captée par les multinationales du tourisme (Akama et Kieti, 2007; Hoerner, 2008), cette forme de tourisme contribue peu au développement local des communautés hôtes. Les « communautés locales sont agressées par les forces de la mondialisation au niveau global et national, et par l'action des promoteurs ou de l'État, au niveau régional et local » (Simard, 1999, p. 34). Par conséquent, les impacts socialement indésirables du tourisme de masse, « orienté vers des produits bon marché et souvent de faible qualité » (Vellas, 2003, p. 380), fragilisent de plus en plus la qualité de vie des communautés locales, leur culture et leur environnement, notamment par l'accroissement des tensions sociales, l'apparition de ghettos, l'accroissement du marché de la prostitution et de la consommation de drogues et d'alcool (Trad. Quintero Santos, 2008), sans compter la privatisation sans précédent du patrimoine naturel, l'intensification de la consommation des mœurs et l'acculturation des collectivités par l'exportation massive d'une clientèle occidentale. (Hoerner, 2008). Hillali ajoute que « le tourisme risque d'être assimilé à un mouvement néocolonial » (Hillali, 2003 cité par Hoerner, 2008, p. 8).

C'est dans ce contexte que nous situons le présent article. Inspirés par les travaux qui prônent que la forme traditionnelle de tourisme ne contribue pas au développement des communautés hôtes, c'est-à-dire « cet environnement local, à l'intérieur duquel se réalisent des relations sociales entre individus partageant une même identité conceptuelle » (Davies et Hébert, 1993 cités par Simard, 1999 : 25) mais, qui plutôt, les dévitalisent (Duferme, 2006; Bastenier 2006; Lanfant, 2004), nous soutenons qu'il existe une autre forme de tourisme susceptible de contribuer au développement des collectivités fragilisées par l'industrie touristique de masse, un tourisme « alternatif » (Delisle et Jolin, 2007, p. 40). Ce type de tourisme vise à préserver le patrimoine naturel, culturel et social et à assurer la durabilité de la ressource et la mise en valeur des résultats de son exploitation au profit des collectivités locales et non pas à leurs dépens. Parmi les différentes formes de tourisme alternatif, nous insisterons sur celle du tourisme communautaire, laquelle, selon notre hypothèse, s'appuie sur des principes connexes à ceux qui orientent le développement local lorsque celui-ci se définit aussi comme communautaire.

Notre objectif est donc de proposer une lecture de l'approche du tourisme communautaire et de celle du développement local communautaire afin d'établir les liens entre elles et de montrer que le tourisme communautaire peut être une forme privilégiée de développement local. Nous procéderons en trois temps. D'abord, nous présentons l'approche du tourisme communautaire. Ensuite, nous présentons l'approche du développement local. Puis, nous dégagerons les principaux points de convergence entre le tourisme communautaire et le développement local et nous expliquerons en quoi ces convergences peuvent servir de point de départ pour élaborer une conception du tourisme communautaire susceptible de contribuer à

contrer les processus de dévitalisation et d'appauvrissement qui caractérisent certaines communautés hôtes.

Le tourisme communautaire

Depuis quelques décennies, la conscientisation des effets négatifs du tourisme de masse et l'intérêt grandissant pour le développement durable ont contribué à l'évolution de la notion de tourisme alternatif – le type de tourisme qui « ne ressemble pas à du tourisme de masse peu importe la forme qu'il prend » (Trad. Weaver, 2005, p. 39). Dit autrement, « on cherchera plutôt des formes alternatives de faire du tourisme en choisissant un produit ou un service touristique qui n'entre pas dans la chaîne touristique traditionnelle » (Delisle et Jolin, 2007, p. 41).

La plupart des formes de tourisme alternatif ont pour objectif le développement durable. Par conséquent, elles privilégient les pratiques de tourisme durable, lesquelles s'efforcent de réconcilier et d'harmoniser la croissance économique et la protection du milieu ambiant et la justice sociale. En d'autres mots, le tourisme durable tente de trouver un équilibre entre les activités touristiques, le développement économique, la protection de l'environnement et la satisfaction des touristes et des résidents locaux (Chávez Dagostino, Cifuentes Lemus, Andrade Romo y Espinoza Sánchez, 2006 ; Hoerner, 2008).

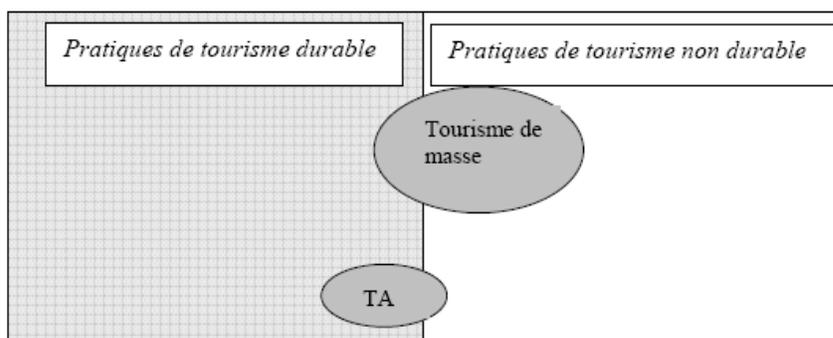


Figure 1 : *Le tourisme alternatif et le tourisme de masse par rapport aux pratiques du tourisme durable. TA : Tourisme alternatif. Source : figure adaptée et traduite de Fennel (1999) dans Delisle et Jolin (2007, p. 59)*

Les expressions « tourisme responsable », « tourisme social » et « tourisme solidaire » qui reflètent des valeurs sous l'angle des visiteurs, se définissent respectivement par la référence à la conscience sociale et à la façon de voyager du touriste, la préconisation des vacances pour tous et la liaison entre les visiteurs et les visités par des actions de solidarité. Sous l'angle des visités, les expressions « tourisme intégré », « tourisme équitable » et « tourisme communautaire » visent respectivement l'intégration des prestations touristiques à la vie des communautés visitées, l'amélioration de la qualité de vie des communautés hôtes par la réduction du nombre d'intermédiaires et la prise en charge du projet par les communautés elles-mêmes.

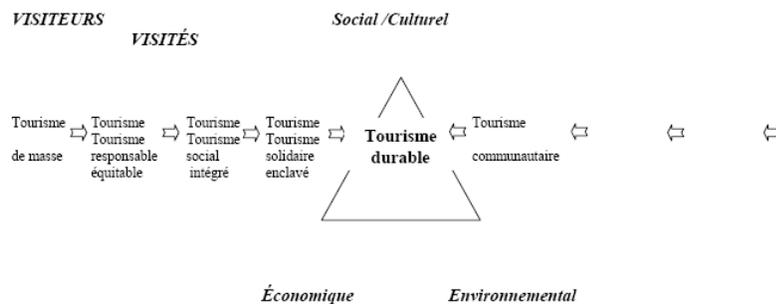


Figure 2 : Double continuum de conscientisation, de responsabilisation et de participation des visiteurs et des visités. Source : Delisle et Jolin, (2007, p. 67)

Nous avons relevé à travers une revue exhaustive de la littérature, plusieurs définitions et approches du tourisme communautaire, en lien avec les trois axes du tourisme durable, que nous présentons ci-après.

Tourisme communautaire à prédominance économique

L'approche du tourisme communautaire à prédominance économique vise la création d'emplois, l'entrepreneuriat local et la répartition des revenus touristiques dans la communauté sans considérer véritablement les questions d'ordre social, démocratique ou environnemental (Jamal et Getz, 2000; Reed, 1997; Taylor, 1995; Wallace, 1991; Laws, 1995; Dann, 1996; Taylor et Davis, 1997; Cole, 1997 et Barthelo, Delamaro et Bursztyn, 2008).

D'autres auteurs, dont Nelson (2000), Ahmad (2001), Kontogeorgopoulos (2005), Dwyer et Edwards (2001), Li, (2006), Laws, (1995), Stabler, 1997 et Jamieson (1997) s'accordent pour dire que pour avoir des bénéfices dans une communauté, l'initiative en tourisme n'a pas besoin d'attribuer une place significative à cette communauté dans la gestion du projet. Toutefois, le tourisme aura plus de succès si les résidents le supportent.

Dans le même ordre d'idée, Campbell (1999), Bardales (2004) et Maldonado (2003, 2005, 2006) s'entendent sur la définition de *communitarian tourism* comme un ensemble d'entreprises possédées et dirigées localement avec le souci de distribution des bénéfices à travers la communauté.

Tourisme communautaire à prédominance sociale et culturelle

Une approche plus sociale du tourisme communautaire est prônée par des auteurs tels Til (1984), Stone (1989), Pearce (1996) et Hall, (1996), lesquels s'intéressent davantage à la participation de la communauté à la prise des décisions, aux orientations stratégiques et à la gestion des initiatives de développement touristique communautaire. Pour certains auteurs, le principal facteur de réussite de ces initiatives réside dans la capacité de leurs leaders de mettre en place des formes de gouvernance participative.

Pour Murphy (1985, 1988), le tourisme communautaire offre la possibilité d'un plus grand contrôle local et d'une plus grande participation. Dans ce sens, la notion de participation communautaire, dans le processus de planification du tourisme, peut être comprise comme le rôle attribué aux individus dans les prises de décision et les processus d'implantation lors de manifestations politiques et d'actions socio-économiques importantes. De plus, ces actions entrepreneuriales devraient prendre en compte les valeurs sociales et culturelles et la vision des résidents.

Pour sa part Tosun (2000, 2006) s'intéresse davantage aux différents niveaux de participation de la communauté dans le développement de projets touristiques. Suite à l'analyse de quelques cas et aux conclusions qui en découlent, Tosun a pu produire un modèle permettant de mesurer la nature de la participation des communautés à partir des modèles élaborés par Pretty (1995) et Arnstein (1971). Selon le type de projets et la place que l'État et les promoteurs laissent aux communautés dans le développement de projets touristiques, la nature de la participation communautaire est fort différente particulièrement dans les pays en développement.

Tourisme communautaire à prédominance environnementale

Dans une visée plus environnementale, le tourisme communautaire est souvent associé à l'écotourisme et au tourisme rural. Plusieurs études, notamment celles de Scheyvens (1999), Lequin (2001), Nel-lo Andreu (2004) et Kontogeorgopoulos (2005) analysent les liens entre le tourisme, la protection de l'environnement et la gouvernance participative. Pour leur part, Dachary et Burne (2005), Manyara et Jones (2007), Bartholo, Delamaro et Bursztyn (2008) et Ruiz, Hernández et al.(2008), se penchent sur le tourisme rural implanté dans des communautés autochtones et ayant comme objectif la protection de l'environnement et la réduction de la pauvreté.

Une approche intégrative

Une approche plus globale proposée par Delisle et Jolin (2007) et par Scheyvens (1999) intègre les trois axes du tourisme durable. Elle prône l'équilibre entre la protection de l'environnement, la conservation de l'héritage culturel et la redistribution équitable des bénéfices économiques dans la communauté tout en privilégiant la gouvernance participative. Scheyvens (1999) précise que « le but ultime du tourisme communautaire doit donner des droits à la communauté hôte à 4 niveaux. :

- le niveau économique devrait garantir des augmentations de revenus durables pour la communauté hôte;
- le niveau psychologique devrait améliorer le sentiment d'appartenance des membres de la communauté par la reconnaissance et la valorisation du caractère unique de leur patrimoine culturel, de leurs ressources naturelles et de leurs us et coutumes;
- le niveau social doit maintenir l'équilibre de la communauté, c'est-à-dire, la cohésion sociale par la participation des individus et des familles à la construction d'un projet touristique réussi;
- le niveau politique devrait considérer les voix de la communauté et les inquiétudes comme des guides pour les projets touristiques de l'étape de faisabilité à l'étape d'implantation » (Trad. Scheyvens, 1999 cité par Li, 2004, p. 179).

Dans le même ordre d'idées, Deslile et Jolin (2007) définissent le tourisme communautaire de façon holistique : le tourisme communautaire « accorde la plus grande place au processus de prise de décision des résidents d'une communauté visitée et à une forme de gouvernance participative de la population dans le choix

des visiteurs qu'elle souhaite recevoir et dans les modalités de leur intégration dans la communauté qu'elle privilégie. Le tourisme communautaire a pour objectifs de générer des revenus, de créer des emplois, de réduire la pauvreté et de causer un minimum d'impacts sur la culture et l'environnement local. Le tourisme communautaire, qui s'appuie très souvent sur l'engagement des femmes, vise surtout à apporter aux communautés une diversification économique et à favoriser la protection du patrimoine humain, naturel et culturel ou encore à revitaliser un lieu, une communauté et son économie par l'activité touristique. Ce ne sont pas les retombées financières qui priment dans cette démarche, mais plutôt le renforcement d'un sentiment d'appartenance et de fierté chez les résidants grâce à une meilleure reconnaissance de leurs richesses patrimoniales, à une réappropriation de leurs racines culturelles et environnementales, ainsi qu'à l'apport de revenus nouveaux pour maintenir ou pour améliorer leurs atouts culturels et naturels de même que leurs conditions générales de vie. La démarche de prise en charge par la communauté de son propre développement est ici primordiale » (Delisle et Jolin, 2007, p. 51).

Le développement local

Dans cette section, nous présenterons les principaux éléments de la notion de développement local, et ce, en vue d'établir des parallèles avec la notion de tourisme communautaire. Nous verrons que le discours qui véhicule cette notion dans ses différentes acceptions est traversé par les mêmes débats qui s'expriment dans le discours sur le tourisme communautaire.

Distinguons, dès le départ, l'existence de deux grandes approches : 1) celle qui prône la création de la richesse, plus économique et 2) celle qui renforce les communautés locales sous tous les aspects (économiques, sociaux, culturels, identitaires, environnementaux) avec une prédominance sociale et l'intégration des notions du développement durable. Par ailleurs, pour certains auteurs, le développement local se limite à la mobilisation de ressources locales. Greffe par exemple, le définit comme un « processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire à partir de la mobilisation et de la coordination de ses ressources et de ses énergies » (Greffe, 1984). D'autres auteurs cependant, voient le développement local comme un processus ouvert (Pecqueur, 1989). Selon Klein (2006), par exemple, « le développement local ne peut se limiter à l'endogène » et « sa mise en marche requiert la combinaison de ressources locales et extérieures, endogènes et exogènes ». De plus, ajoute cet auteur, « ce qui permet à une localité ou à une région de rééquilibrer ses relations avec des régions ou des localités plus centrales est justement sa capacité de mobiliser des ressources extérieures, ce qui comprend bien sûr les ressources de l'État. Dans le cas contraire, on ne fait que reproduire une relation d'inégalité » (Klein, 2006, p. 156).

Le développement local axé sur l'économie

Pour Blakely (1989), le « développement économique local renvoie au processus en vertu duquel les gouvernements locaux ou les organismes communautaires stimulent l'activité économique et l'emploi » (Blakely, 1989 cité par Tremblay et Fontan, 1997, p.130). Emploi Immigration Canada abonde dans le même sens et indique que « le développement local vise à accroître la capacité de la collectivité de s'adapter au changement et à encourager et appuyer l'entrepreneuriat. Cela comprend la détermination des créneaux de marchés qui peuvent être desservis de manière concurrentielle à partir de ces localités. [...] La création d'emplois, dans le contexte du développement économique local, est un élément clé de ce processus qui rapproche ceux qui, au niveau local, ont décidé de prendre des mesures et d'innover afin de combattre le chômage » (Emploi Immigration Canada cité par Tremblay et Fontan, 1997, p. 131). Cette approche est principalement orientée vers l'amélioration des indices économiques traditionnels telle la croissance des emplois et des revenus à partir d'initiatives mises en œuvre par le secteur privé. Il vise l'ajustement des économies locales aux marchés mondialisés.

Le développement communautaire local

Jacquier et Mendès (1992), introduisent dans la notion de développement local les résultats sociaux des investissements réalisés. Le développement local apparaît alors comme un « processus global, une stratégie intégrée, dont l'objectif est de promouvoir une autre manière de penser les villes en mettant l'accent sur les notions de solidarité et de citoyenneté et surtout en cherchant à lutter contre les mécanismes d'exclusion qui sont trop souvent amplifiés quand ils ne sont pas générés par les appareils bureaucratique et technocratique » (Jacquier et Mendès, 1992 cités par Tremblay, Fontan, 1997, p. 129). Le développement local prend ainsi un sens communautaire et l'objectif devient la qualité de vie des collectivités locales. Dionne (1996), par exemple, décrit le développement local comme une « perspective centrée sur la revitalisation des communautés locales et sur l'amélioration des conditions de vie des populations selon des initiatives qui sont mises en œuvre à la fois par et pour les populations locales (Dionne, 1996 cité par Tremblay, 1999, p. 26). Cette approche du développement local est « centrée sur une vision globale et sociale du développement et est fondée à la fois sur les solidarités et les initiatives à l'échelle de la communauté locale. Dans cette approche, c'est le développement social qui influencera le développement économique. Cette approche du développement communautaire est considérée par certains auteurs comme un processus organisationnel conduisant vers des objectifs de développement culturel, social et économique » (Proulx, Marc-Urbain, 1995 cité par Tremblay, 1999, p. 26) et comme « une démarche globale de mise en mouvement et en synergie des acteurs locaux pour la mise en valeur des ressources

humaines et matérielles d'un territoire donné, en relation négociée avec les centres de décisions des ensembles économiques, sociaux, culturels et politiques dans lesquels ils s'inscrivent » (Houée, 2001, p. 108).

Le développement communautaire local est ainsi associé aux principes suivants :

- est fondé sur les solidarités et initiatives à l'échelle de la communauté;
- comporte nécessairement une dimension territoriale;
- met en évidence l'importance des relations non marchandes;
- intègre des dimensions sociales (renouvellement du tissu social, équité et amélioration de la qualité de vie), culturelles, environnementales (protection), politiques (revitalisation de la démocratie locale) aussi bien qu'économiques (création, accumulation et redistribution de la richesse);
- s'appuie sur des forces endogènes et exogènes;
- fait appel à une volonté de concertation et à la mise en place de mécanisme de partenariat et de réseaux;
- décrit les modalités d'adaptation et d'initiative autonome aux mutations profondes que connaît l'économie mondiale;
- a comme objectif de lutter contre les mécanismes d'exclusion.

Les points de convergences entre le développement communautaire local et le tourisme communautaire

Le tableau 1 présente les principaux points de convergences entre la notion de tourisme communautaire et celle de développement communautaire local. Tout d'abord, le principe du développement communautaire local, pour lequel les actions sont menées par les acteurs locaux tout en s'appuyant sur des forces exogènes, constitue le fondement même du tourisme communautaire, c'est-à-dire que « l'on veut qualifier les initiatives de prise en charge du tourisme par les communautés elles-mêmes » (Deslisle et Jolin, 2007, p. 52). En ce sens, le *capital humain* est d'abord primordial pour le développement d'initiatives. Le capital humain est vu ici comme un ensemble de caractéristiques individuelles (motivation, comportement, persévérance) (Méda, 1999) et de connaissances et de compétences productives (Becker, 1964) que possèdent des individus. Le capital humain se développe dans des cadres culturels et territoriaux précis (Sousa, 2005) et se constitue par des activités formelles d'apprentissage et par des contacts informels avec autrui dans la vie de tous les jours (Jean et Rallet, 2001). C'est de ce capital humain que résulte le leadership qui mène les initiatives locales vers le succès (Klein et al., 2009).

Ensuite, l'efficacité des relations non exclusivement marchandes et la mise en place de processus organisationnels conduisant vers des objectifs de développement culturel, social et économique sont quelques-uns des éléments permettant la mise en valeur du *capital social*. Les entreprises qui mobilisent le capital social peuvent

servir de tremplins à de nouvelles initiatives de développement communautaire local (Klein et al., 2009). S'appuyant sur un principe similaire, le tourisme communautaire accorde une grande place à la gouvernance participative et à l'engagement des femmes, tout en visant à apporter la diversification économique des communautés (Delisle et Jolin, 2007).

En ce qui a trait au *développement durable*, un des objectifs du développement communautaire local est la diversification et l'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire par l'intégration des dimensions culturelles et environnementales. En d'autres termes, tout projet de développement devrait assurer un équilibre entre la préservation des ressources (humaines, culturelles, écologiques, etc.) et la rentabilité économique, tout en tenant compte des besoins et spécificités des communautés locales. Delisle et Jolin nous rappellent à cet égard que le tourisme communautaire, par ses caractéristiques inhérentes, se rapproche le plus des objectifs du tourisme durable en soutenant que « cette forme de tourisme vise [...] à favoriser la protection du patrimoine humain, naturel et culturel » (Delisle et Jolin, 2007, p. 51).

Le développement communautaire local et le tourisme communautaire, fondés sur la *solidarité* et les initiatives, préconisent à travers leurs processus respectifs le renforcement du sentiment d'appartenance (identité communautaire) et de fierté des acteurs en cause. Dans les deux cas, le renforcement du sentiment d'appartenance est vu comme une finalité. Klein et al. (2009) vont plus loin et démontrent que le renforcement du sentiment d'appartenance est aussi une condition pour créer un processus cyclique de création systémique à travers l'entrepreneuriat social. Pour ces auteurs, « l'action collective renforce le sentiment d'appartenance des acteurs au territoire local ce qui laisse des traces durables dans leurs organisations et institue des pratiques collectives et des mécanismes de régulation locales des conflits. La conscience territoriale amène les acteurs à nuancer leurs différences au profit de la collectivité [...]. Cette conscience constitue une base essentielle pour l'action conjointe des acteurs locaux sociaux et économiques, une base d'entrepreneuriat partenarial » (Klein, 2009).

La lutte contre l'exclusion et l'amélioration de la qualité de vie des communautés sont souvent soulevées comme objectifs du développement communautaire local (Klein et al., 2009). Il s'agit en fait de retrouver un équilibre afin d'assurer l'*équité* pour tous. Le tourisme communautaire cherche également pour les communautés « l'apport de revenus nouveaux pour maintenir ou pour améliorer leurs atouts culturels et naturels de même que leurs conditions générales de vie » (Delisle et Jolin, 2007, p. 51).

Un autre objectif du développement communautaire local porte sur la *gouvernance participative*. Nous entendons d'une part, par gouvernance, « la

totalité des différents moyens par lesquels les individus et les institutions publiques et privées gèrent leurs affaires communes [...] aussi bien des institutions et des régimes officiels dotés de compétences d'exécution, que des arrangements amiables que les citoyens et les institutions estiment, d'un commun accord ou intuitivement, vouloir passer » (Thoreux et Basle, 2005) et d'autre part, par méthode participative « toute démarche par laquelle les acteurs [...] contribuent, collectivement ou individuellement, au processus de décision de manière plus ou moins directe et formelle » (Rapport Oberti). La gouvernance participative se définit donc par des processus « caractérisés de multicritères, de délibératifs et de participatifs (*les groupes consultatifs, le Jury de citoyens, la médiation, la négociation, etc.*). Ils ont pour objectif de promouvoir l'association des différentes parties prenantes, de les encourager à justifier leurs systèmes de valeurs et à ajuster, si nécessaire, leurs positions » (Thoreux et Basle, 2005). Dans cette visée, la volonté de concertation et de participation de la communauté que vise le développement communautaire local est en lien direct avec un autre des principes du tourisme communautaire à savoir qu'il « accorde la plus grande place au processus de prise de décision des résidents d'une communauté visitée et à une forme de gouvernance participative de la population dans le choix des visiteurs qu'elle souhaite recevoir et dans les modalités de leur intégration dans la communauté qu'elle privilégie » (Deslisle et Jolin, 2007, p. 51).

Comme nous l'avons soulevé précédemment le développement communautaire local s'appuie sur la mobilisation de ressources endogènes et exogènes c'est-à-dire la mise en place de mécanismes de partenariats et de réseaux (Klein, 1992; Klein et al., 2009). La combinaison de cet acquis du développement économique communautaire avec la prise en charge locale du développement touristique, prônée par les auteurs se réclamant du tourisme communautaire (Deslisle et Jolin, 2007), permet de mettre l'accent sur l'importance de l'entrepreneuriat, voire du développement d'une approche entrepreneuriale afin de mobiliser le *capital socio-territorial* des collectivités locales. Le capital socio-territorial, « rend compte du cadre social dans lequel la mobilisation des ressources est opérée par des acteurs. Ce cadre est celui des relations humaines, plus précisément des rapports sociaux, donc des liens horizontaux et verticaux qui s'actualisent au quotidien entre des acteurs. [...] La composante géographique de l'expression capital socio-territorial fait référence à la scène où se déroulent les actions socio-économiques » (Fontan et Klein, 2004; Fontan, Klein et Tremblay, 2005). Cette scène est à mettre en valeur par le tourisme communautaire.

Le tourisme communautaire doit s'adapter aux mutations profondes de l'économie mondiale sans quoi elles risquent de mettre à l'écart des communautés et provoquer leur stagnation voire leur chute. « C'est à l'échelle locale, que se reconstruisent les liens sociaux brisés par la mondialisation en combinant le local et le mondial, l'individu et le social, le privé et le public » (Klein, 2006, p. 68).

L'approche du tourisme communautaire s'avère un terrain de choix pour mettre en œuvre le principe de la *connexion du local au global* tant prônée par les tenants du développement local. Cette connexion doit s'effectuer avec les marchés potentiels afin d'assurer la pérennité de l'offre en tourisme communautaire. La constitution de réseaux propres de mise en marché ou l'établissement de partenariats équitables avec des intermédiaires de marché du secteur industriel s'avère primordial.

Convergences	Tourisme communautaire	Développement communautaire local
<i>Capital humain</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Prise en charge des projets par la communauté 	<ul style="list-style-type: none"> • Actions menées par les acteurs locaux • Le succès des projets dépend du leadership • Importance des relations non exclusivement marchandes
<i>Capital social</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Diversification économique • Retombées financières ne priment pas 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de processus organisationnels conduisant vers des objectifs de développement culturel, social et économique
<i>Développement durable</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Protection du patrimoine humain, naturel et culturel 	<ul style="list-style-type: none"> • Diversification et enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire par l'intégration des dimensions culturelles et environnementales
<i>Solidarité</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement du sentiment d'appartenance et de fierté 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondé sur les solidarités et les initiatives à l'échelle de la communauté locale
<i>Équité</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des conditions générales de vie 	<ul style="list-style-type: none"> • Lutte contre les mécanismes d'exclusion
<i>Gouvernance participative</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Processus de prise de décision des résidents d'une communauté 	<ul style="list-style-type: none"> • Volonté de concertation et de participation de la communauté
<i>Capital socio-territorial</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en valeur de l'histoire et la culture locale au profit de la collectivité 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de mécanisme de partenariats et de réseaux • S'appuie sur des forces endogènes et exogènes

<i>Connexion du local au global</i>	• Utilisation du capital social local pour s'insérer dans des réseaux touristiques	• Adaptation aux mutations profondes de l'économie mondiale
-------------------------------------	--	---

Tableau 1 : *Points de convergence entre les notions retenues***Conclusion**

L'objectif de cet article était d'établir des liens entre deux approches de développement qui ont connu une trajectoire parallèle et que peu d'auteurs ont fait converger : le développement communautaire local et le tourisme communautaire. Nous avons d'abord soulevé quelques définitions concernant ces deux approches et nous avons identifié certains points qui les lient. Nous pouvons conclure, ne serait-ce que par l'intégration du terme « communautaire » dans la dénomination respective de ces deux approches et par les finalités qu'elles visent, que le tourisme communautaire peut être une voie privilégiée de développement local, à condition cependant de bien s'insérer dans un processus qui, tout en assurant le leadership local, mobilise des ressources endogènes et exogènes et s'insère dans des réseaux permettant aux collectivités locales de profiter des flux de richesse permis par l'industrie touristique dans son ensemble et non pas de s'en dissocier. Le tourisme communautaire devient ainsi une stratégie *bottom up* de connexion du local avec le global et de lutte contre la vulnérabilité et les inégalités provoquées par la globalisation. Selon, nous, l'analyse de ces deux approches doit se poursuivre et ouvre des perspectives de recherche intéressantes sur le plan conceptuel comme sur le terrain par des analyses de cas dans des contextes sociopolitiques différents.

Bibliographie

- AKAMA J. et DAMIANNAH K., 2007, « Tourism and Socio-economic Development in Developing Countries: A Case Study of Mombasa Resort in Kenya », *Journal of sustainable tourism*, vol. 15, n° 6, pp. 735-748.
- BARTHOLO R., DELAMARO M. et BURSZTYN. I., 2008, « Tourism for Whom?: Different Paths to Development and Alternative Experiments in Brazil », *Latin American Perspectives*, vol. 35, n° 3, pp. 103-119.
- BASTENIER A., 2006, « Le tourisme, utopie contemporaine », *La revue nouvelle*, n° 1-2, pp. 17-21.
- BECKER G., 1964, *Human Capital, A Theoretical and Empirical Analysis*, University of Chicago Press, 412 p.

- CAZES G., 2006, « La problématique des impacts du tourisme: réflexion sur quelques évolutions significatives », in *Tourisme et société : mutations, enjeux et défis*, pp. 87-94. Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- CHAVEZ DAGOSTINO R.M., CIFUENTES LEMUS, J. L., et al., 2006, *Huella ecológica y turismo sustentable. Puerto Vallarta*, CUC de la Universidad de Guadalajara, pp. 147-156.
- CONDES S., 2004, « Les incidences du tourisme sur le développement », *Revue Tiers Monde*, Paris, Presse universitaires de France, n° 178, pp. 269-292.
- DACHARY C.A., et MARIS ARNAZ BUME S., 2005, *Turismo rural: modelos y propuestas*, Puerto Vallarta, Universidad de Guadalajara, 182 p.
- DELISLE M.-A., et JOLIN L., 2007, *Un autre tourisme est-il possible? : éthique, acteurs, concepts, contraintes, bonnes pratiques, ressources*, Sainte-Foy (Qué.), Presses de l'Université du Québec, 144 p.
- DUFERME B., 2006, « Expansion du tourisme international: gagnants et perdants », *Alternatives Sud*, vol. 13, 22 p.
- FONTAN J.-M. et KLEIN J.-L., 2004, « La mobilisation du capital socio-territorial : le cas du technopôle Angus », *Le territoire, instrument providentiel de l'État social*, pp. 139-149.
- FONTAN J.-M., KLEIN, J.-L. et TREMBLAY D.-G., 2005, *Innovation socio territoriale et reconversion économique. Le cas de Montréal*, Paris, L'Harmattan, collection Géographies en liberté, 169 p.
- GREFFE X., 1984, *Territoires en France : les enjeux économiques de la décentralisation*, Paris, Economica, 304 p.
- HOERNER J.-M., 2008, *Géopolitique du tourisme*, Paris, Éditions Armand Colin, 197 p.
- HOUÉE P., 2001, *Le développement local au défi de la mondialisation*, Paris, l'Harmattan, 250 p.
- JEAN G. et RALLET D., 2001, *Du bien-être des nations : le rôle du capital humain et social*, OCDE.
- KLEIN J.-L., 1992. « Le partenariat : vers une planification flexible du développement local? », *Revue canadienne des sciences régionales*, University of New Brunswick, vol. XV, n° 3, pp. 491-505.
- *** 2006, « De l'initiative locale au développement territorial: une perspective synthétique », in *Inégalités, démocratie et développement : des enjeux pour la gouvernance des territoires locaux et régionaux*, Rimouski: GRIDEC - Université du Québec à Rimouski, pp. 143-164.
- KLEIN J.-L., et LASSERRE F., 2007, *Le monde dans tous ses États : une approche géographique*, Québec, Presses de l'Université du Québec, xxvi, 558 p.
- KLEIN J.-L., FONTAN J.-M. et TREMBLAY D.-G., 2009, "Social entrepreneurs, local initiatives and social economy: foundations for a socially innovative strategy to fight

- against poverty and exclusion”, *Canadian Journal of Regional Research* (Revue canadienne de science régionale), vol. 32, n° 1, pp. 22-42.
- KONTOGEOURGOPOULOS N. 2005, “Community-Based Ecotourism in Phuket and Ao Phangnga, Thailand: Partial Victories and Bittersweet Remedies”, *Journal of Sustainable Tourism*, vol. 13, n° 1, pp. 4-23.
- LAFANT M.-F., 2004, « L’appel à l’éthique et la référence universaliste dans la doctrine officielle du tourisme international », *Revue Tiers Monde*, Paris, Presses universitaires de France, n° 178, pp. 365-386.
- LEQUIN M., 2001, *Écotourisme et gouvernance participative*, Sainte-Foy (Qué.), Presses de l’Université du Québec, 234 p.
- LI Y., 2004, “Exploring Community Tourism in China: The Case of Nanshan Cultural Tourism Zone”, *Journal of sustainable tourism*, vol. 12, n° 3, pp. 175 -193.
- MANYARA G. et JONES E., 2007, “Community-based Tourism Enterprises Development in Kenya: An Exploration of Their Potential as Avenues of Poverty Reduction”, *Journal of sustainable tourism*, vol. 15, n° 6, pp. 628-644.
- MED D., 1999, *Qu’est-ce que la richesse*, Éditions Aubier, 20 p.
- MURPHY P.E., 1988, “Community driven tourism planning”, *Tourism Management*, vol. 9 n° 2, pp. 96-104.
- NEL-LO A., MARTA G., 2004, *Les écotourismes au Mexique: Différenciation des stratégies dans le procès de l’implantation de l’écotourisme au Mexique*, Tarragona, Espagne, Escola Universitària de Turisme i Oci, 23 p.
- *** 2006, Organisation mondiale du tourisme, *World Tourism Barometer*, vol. 4, n° 2.
- PECQUEUR B., 1989, *Le développement local*, Paris, Syros, Alternatives, 120 p.
- QUINTERO S., LAZARO J., 2008, *Turismo y desarrollo local en México: el caso del municipio de Cabo Corrientes en Jalisco*, Puerto Vallarta, Universidad de Guadalajara, 290 p.
- RUIZ E., HERMANDEZ M. et al. 2008, «Turismo comunitario en Ecuador. Comprendiendo el community-based tourism desde la comunidad», *PASOS*, vol. 6, n° 3, pp. 399-418.
- SIMARD M., 1999, « Communauté, identité et développement: pour un nouveau cadre d’analyse », in *Les régions fragiles face à la mondialisation: Stratégies communautaires, technologiques et culturelles d’innovation et de valorisation*, Québec, GRIDEC - Université du Québec à Rimouski, pp. 23-38.
- STOHR W.B. 2003, “Development from below - vingt ans plus tard”, *Reconversion économique et développement territorial*, Montréal, Presse de l’Université du Québec, pp. 119-143.
- THOREUX M. et Basle M., 2005, *Le principe de précaution et ses procédures d’évaluation et de gestion des risques : la gouvernance participative*, sur le site du CREM-CNRS de l’université de rennes 1 : <http://perso.univ-rennes1.fr/maurice.basle/Publications/2005/societal2005.htm>.

- TOSUN C., 2006, "Expected nature of community participation in tourism development", *Tourism Management*, vol. 27, pp. 493-504.
- *** 2000, "Limits to community participation in the tourism development process in developing countries", *Tourism Management*, vol. 21, pp. 613-633.
- TREMBLAY D.-G., KLEIN J.-L. et FONTAN J.-M., 2009, *Initiatives locales et développement socio-territorial*, Québec, Télé-université et Presses de l'université du Québec, 353 p.
- TREMBLAY D.-G. et Fontan J.-M., 1997, « Le développement local: sens, concepts et enjeux », in *Le développement économique local: la théorie, les pratiques, les expériences*, Québec, Télé-Université, 580 p.
- TREMBLAY S. 1999, « Le développement local », in *Du concept de développement au concept de l'après développement: trajectoire et repères théoriques*, Chicoutimi (Qué.), Université du Québec à Chicoutimi, 52 p.
- VELLAS F., 2003, « Le tourisme international et la mondialisation », in *Le tourisme au XXIe siècle*, pp. 369-381, Paris, Éditions l'Harmattan.
- WEAVER D.B., 2005, *Sustainable tourism : theory and practice*, Oxford, Éditions Elsevier Butterworth-Heinemann, 352 p.